

## Nos chers syndicats...

Pour 8 % de syndiqués, ils touchent de la collectivité 4 milliards d'euros par an, presque l'équivalent du budget de l'Enseignement supérieur. Subventions à gogo, permanents par milliers, détachements et décharges horaires, la machine syndicale se porte bien. Sur cet « exemple français », un rapport parlementaire décapant rendu public la semaine passée lève le voile. Dans ce rapport d'une commission qui a siégé six mois et procédé à des dizaines d'auditions sous la présidence du député Nicolas Perruchot, c'est une démonstration choc que font les députés. Cette enquête est fondée sur de tout nouveaux éléments : pour la première fois les organisations syndicales et patronales ont dû publier leurs comptes... Personne n'avait osé leur demander le moindre bilan depuis la loi Waldeck-Rousseau créant les syndicats en 1884 !

Le tableau que dressent les élus est éloquent : « *mécanismes de financement structurellement opaques... le schéma des circuits de financement est incompréhensible* ». Au fil des ans, certains comités d'entreprise de la sphère publique sont devenus de véritables coffres forts, avec des dizaines de millions d'euros de trésorerie. « *Les fruits d'une gestion en bon père de famille* », ont expliqué, sans rire, plusieurs responsables syndicaux. Des rentiers ? Ils fonctionnent en tous cas très bien indépendamment de leur manque de représentativité. A l'extrême, ils n'auraient guère besoin d'adhérents. Pratique ordinaire dans une France qui n'aime pas ses syndicats mais les nourrit grassement. C'est un système bien huilé mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et que personne – même en temps de crise – n'a osé remettre en cause.

Pour quels résultats ? Comment a-t-on pu, par lâcheté et par crainte de nuire à la paix sociale, laisser s'installer et se développer une telle situation ? Il ne se passe pas de mois dans ce pays sans que l'on constate les conséquences de cette dramatique gabegie avec des comportements qui confinent au chantage en empoisonnant la vie des citoyens. Quant aux actions des syndicats (le terme d'« action » est ici paradoxal pour des « mouvements » qui consistent à se croiser les bras), obéissant à des principes doctrinaires mais souvent suicidaires par rapport à la pérennité de l'activité professionnelle, elles ont abouti à une paralysie ponctuelle, organisée, efficace, des activités du pays, comme, entre autres, la léthargie de nos ports (Marseille va devenir un port de plaisance !) comme par ailleurs la délocalisation de nos entreprises vers l'Est ou l'extrême-orient.

Le nettoyage va-t-il ressembler à celui des écuries d'Augias ? A l'heure des économies d'urgence, ce serait intéressant. Que feront nos élus et responsables politiques de ce rapport ? Et la presse ? Voilà un scandale qui a une autre dimension que les frasques de DSK ! Curieusement, le rapport de la commission Perruchot sur ces dérives ne sera pas publié. La France est un pays où de prétendus grands principes tels que la solidarité, la justice sociale, l'égalité et autres fariboles servent à dissimuler les égoïsmes et le parasitisme. C'est un acquis de haute lutte, n'y touchez pas !

Ces révélations ne servent-elles donc à rien ? On arrose ces organismes avec des milliards... pour la paix sociale. On fait de même, et pour semblables raisons, avec nombre d'associations délétères. On ferme les yeux sur certains trafics dans les banlieues toujours pour la paix sociale, on laisse brûler des voitures en silence. Résultat des courses, on ne fait rien contre ces dérives. Alors, pourquoi se gêner ?

Allons... pour se faire pardonner, pas de grève à Noël ?

Pierre Nespoulous